

Enseignement supérieur, recherche et innovation en Europe

Conclusions de la Commission Économique et Sociale
adoptées par le Conseil Central de Berne (5 juin 2009)

La Commission Économique et Sociale de la Ligue Européenne, réunie à Bruxelles le 18 mars 2009

- ◇ **constatant** les progrès accomplis en matière d'harmonisation des diplômes universitaires en Europe et d'échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, ainsi que de réorientation des efforts de recherche communautaire vers des actions prioritaires communes,
- ◇ mais **déplorant** que l'objectif de la "Stratégie de Lisbonne" visant à rendre l'Union Européenne "la zone la plus compétitive du monde" en 2010, notamment par un effort de recherche porté à 3% du PIB et par le soutien à l'innovation dans les entreprises, n'ait été, à ce jour, que très partiellement atteint - ce qui semble accueilli avec résignation par les décideurs tant nationaux que communautaires,
- ◇ et **reconnaissant** que l'innovation, la recherche et l'enseignement supérieur doivent faire l'objet de choix prioritaires dans la perspective d'une sortie de la crise économique actuelle

Souhaite présenter les observations et propositions suivantes à l'intention de ces décideurs:

1. Les réformes de l'enseignement supérieur doivent être poursuivies, en donnant toute leur place à l'autonomie des universités et à l'évaluation permanente des performances tant des enseignants que des étudiants. Les contacts avec les entreprises au cours des études devraient être renforcés, ainsi que autant que possible l'apport de moyens (financements, stages) par celles-ci.
2. Des progrès aussi rapides que possible devraient être faits pour faciliter la mobilité des chercheurs, des enseignants et des étudiants à travers l'Europe: statut européen des chercheurs, transfert des droits sociaux, reconnaissance mutuelle des diplômes... Il devrait être exigé que tout diplôme de niveau Master inclue au moins un semestre d'études dans un établissement à l'étranger.
3. Il est essentiel de resserrer les liens entre recherche fondamentale et appliquée, organismes financiers et entreprises. L'approche des "pôles de compétitivité", qui donne de très bons résultats, doit être renforcée, et soutenue à l'échelle communautaire.
4. Le PCRD (Programme-Cadre de Recherche et Développement Technologique) doit être davantage encore tourné vers le soutien aux applications pratiques dans les secteurs porteurs d'avenir et apporter un appui financier aux projets coopératifs, notamment dans le cadre d'Eureka.
5. L'innovation dans les entreprises doit être encouragée en mobilisant plusieurs politiques convergentes: soutiens financiers directs aux meilleurs projets, garantie publique d'une partie des risques, aide au recrutement de chercheurs, promotion des

usages de la propriété intellectuelle, diffusion de l'utilisation des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) dans les PME, etc.

6. La crise financière et économique, qui a encore accru l'aversion au risque de tous les acteurs, fragilise considérablement l'apport, crucial, de fonds propres aux PME innovantes par le capital-risque. Des mesures fiscales supplémentaires doivent être prises pour encourager l'activité des "*business angels*", des incubateurs et fonds d'amorçage, des acteurs du capital-risque et du "*private equity*" en général.
7. Les plans de relance importants mis en œuvre en Chine, aux USA et ailleurs comportent des efforts, par exemple en matière d'éco-industries, de biotechnologies, d'aérospatial, de technologies de la connaissance, qui doivent susciter l'émulation si l'Europe veut pouvoir progresser.
8. Les pays européens doivent néanmoins avoir leurs propres choix en matière de secteurs de recherche et de technologies-clés prioritaires, qui peuvent être distincts de ceux faits ailleurs. Certains programmes doivent viser résolument le long terme - sans oublier le rôle d'entraînement que peut avoir la recherche militaire, comme le montre l'exemple des États-Unis ou de la Chine.
9. Il est souhaitable d'évoluer progressivement vers une organisation européenne de soutien à l'innovation, ce qui suppose un effort immédiat et conséquent pour parvenir à une coordination préalable des stratégies, des outils et des cibles.

- - - - -